Réseau
santé social jeunes du libournais

Rapport d'activité 2015

Assemblée générale
du 30 sept 2016

activité
chiffres-clés
bilan
actions
perspectives

ÉDITO

Premier rapport d'activité sous cette forme pour une association qui entre dans l'adolescence avec ses douze ans d'existence. Le Réseau Santé Social Jeunes, avec ses partenaires, représente une organisation nécessaire à la prise en charge du malaise des jeunes en milieu rural de l'arrondissement de Libourne.

Avec ses 12 lieux de consultation possibles, il permet de rencontrer, dans un délai court, un(e) psychologue clinicien(ne) articulé(e) sur le social et la santé, là où les possibilités publiques et libérales sont limitées et parfois inexistantes.

Certains moments de l'enfance, de l'adolescence peuvent présenter des moments de bouleversement, quelles qu'en soient les causes, avec des instants de bascule possible. L'intention de fond, qui anime le Réseau, est que ces moments ne soient pas sans recours. Les lieux de parole sont vraisemblablement la meilleure prévention et parfois un remède contre la barbarie ou le suicide, entre autres.

Pleinement sur le terrain avec quatre psychologues à temps partiel et une coordinatrice, un accent particulier a été porté sur la zone de sécurité prioritaire grâce à la création en 2015 d'un mi-temps de psychologue financé par l'ARS en collaboration avec le Centre Hospitalier de Libourne. L'hôpital de Libourne est désormais l'employeur de deux psychologues sur des fonds dédiés au Réseau financés par l'ARS. Cette répartition permet un équilibre au sein de l'équipe de terrain. Les trois financeurs principaux, Etat, Conseil Départemental et ARS, ont donc renouvelé leur confiance pour l'action développée. Dans les temps actuels, nous prenons la valeur de leur positionnement. Nous les en remercions d'autant. Je dois dire que, quelles que soient les décisions finales, nous avons le sentiment d'être écoutés dans notre démarche. Y compris au sein du centre hospitalier. Merci aussi au Pôle Territorial du Grand Libournais pour son soutien dans nos demandes de subventions.

L'intérêt porté par la Politique de la Ville de Coutras puis Sainte-Foy-La-Grande est le signe d'une attention pour les possibilités offertes par le Réseau. Nous saluons et soulignons également le soutien de la municipalité de Coutras qui octroie chaque année une subvention au réseau. C'est une vraie satisfaction, malgré quelques ratés de mise en place, que les municipalités marquent ainsi leur implication. C'était attendu. Ca arrive. C'est vraisemblablement un horizon.

Cela permet de s'engager avec une certaine confiance d'une part dans la continuité du travail inscrit avec les acteurs locaux, de participer aux projets de territoire en lien avec la jeunesse (CISPD, CCOP, GDPEJ) mais également de développer des projets spécifiques.

Enfin, si les actions de groupe sont utiles, les consultations individuelles ou familiales restent la colonne vertébrale, le «suc» du Réseau. Elles en représentent le fondement, moins visible, mais le plus précieux. Les relations avec les structures hospitalières peuvent y prendre toutes leurs valeurs comme la collaboration avec les équipes d'ELISA et de de CAP-Lib.

Ces dernières années ont été le témoin, dans le bureau, d'une belle petite aventure humaine dans laquelle sont venus s'immiscer des signes d'amitié. C'est somme tout rare. C'est une partie du bilan. Permettez-moi de remercier la coordonnatrice, Adeline COCHET pour son investissement rigoureux, son intelligence à composer et son dynamisme éclairé. Un petit mot n'est pas de trop pour O tempora dont les coups de gouvernail ont assez souvent permis à l'association de garder le meilleur cap.

En cette année 2016, le renouvellement d'une partie de l'équipe de terrain est la source d'un bien bel élan. Il s'agira de trouver une juste mesure entre intérêt, utilité, faisabilité, au milieu des demandes multiples qui ont la particularité d'être à peu près illimitées. Tout ne pourra pas être satisfait. Il faudra choisir au mieux.

Enfin, ne renouvelant pas mon mandat, je suis très heureux que le Dr Abderrahim BELAÏD ait accepté de porter sa candidature à la présidence. Au travers des difficultés attendues, il vivra sans doute autant de bons moments et apprendra autant que cela a été le cas pour moi à cette place dans cette association.

Dr Frédéric SALES, Président

Un champ d'intervention

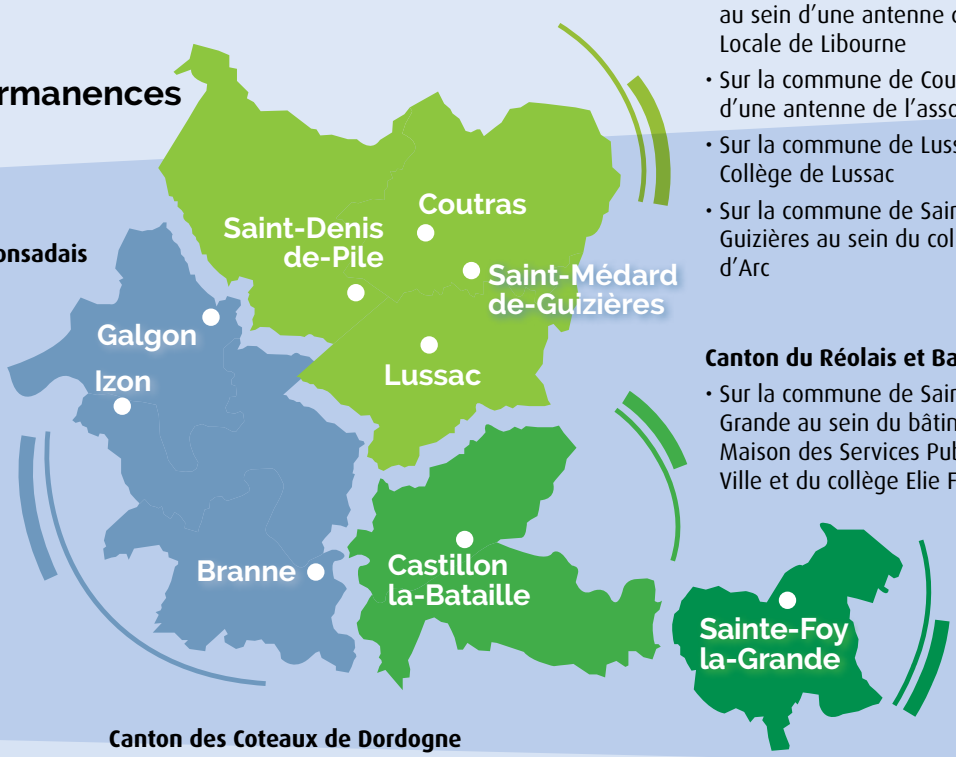
sur le Libournais inscrit dans un maillage territorial, une action renforcée sur les secteurs prioritaires.

Le Réseau Santé Social Jeunes intervient sur l'ensemble du Libournais, soit les 129 communes de l'arrondissement.

Le Réseau Santé Social des Jeunes du Libournais dispose de permanences au sein de structures municipales, administratives et éducatives sur le territoire rural Libournais. Ces locaux sont mis à disposition du Réseau Santé Social Jeunes par signature de convention d'engagement réciproque.

› 9 communes

› 12 lieux de permanences



Canton du Libournais-Fronsadais (hors ville de Libourne)

- Sur la commune de Galgon au sein de la Mairie et de l'école de musique
- Sur la commune d'Izon au sein du Service Jeunesse de la Ville

Canton du Nord Libournais

- Sur la commune de Saint-Denis-de-Pile au sein d'une antenne de la Mission Locale de Libourne
- Sur la commune de Coutras au sein d'une antenne de l'association LEPI
- Sur la commune de Lussac au sein du Collège de Lussac
- Sur la commune de Saint-Médard-de-Guizières au sein du collège Jeanne d'Arc

Canton du Réolais et Bastides

- Sur la commune de Sainte-Foy-la-Grande au sein du bâtiment de la Maison des Services Publics de la Ville et du collège Elie Faure

Canton des Coteaux de Dordogne

- Sur la commune de Branne au sein du collège Paul Emile Victor et de la Mairie
- Sur la commune de Castillon-la-Bataille au sein des locaux du Centre Communal d'Action Sociale

FOCUS

DÉVELOPPEMENT DE L'ACTION DU RÉSEAU SUR UN SECTEUR GÉOGRAPHIQUE PRIORITAIRE

› Création d'un poste de psychologue clinicien à mi-temps à Sainte-Foy-la-Grande, placé en Zone de Sécurité Prioritaire et en Politique de la Ville. Ce poste est mis à disposition par le Centre Hospitalier de Libourne dans le cadre d'un financement de l'Agence Régionale de Santé.

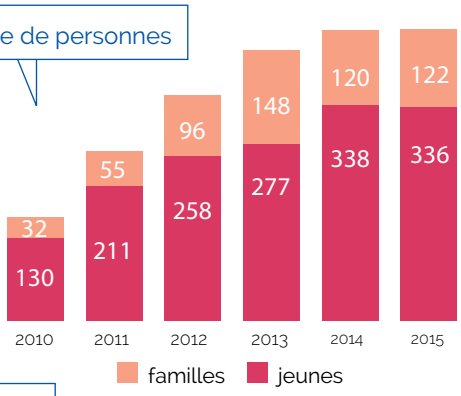
› Positionnement d'un poste de psychologue clinicien du réseau à mi-temps à Castillon-la-Bataille, placé en Zone de Sécurité Prioritaire.

› Renforcement du temps de coordination par 2 journées par mois pour favoriser les passerelles entre les différents dispositifs et assurer une fonction de veille et d'expertise en lien avec le maillage territorial.

Les chiffres-clés de l'activité 2015

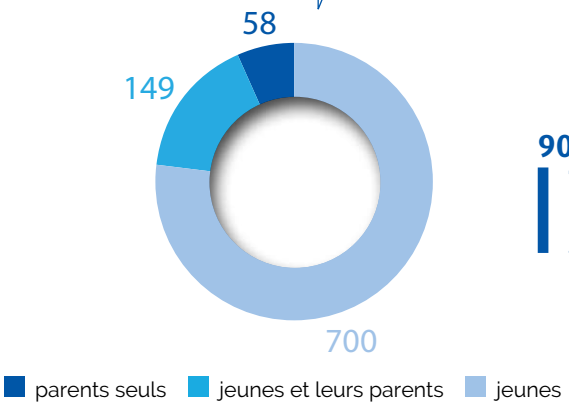
› une demande toujours forte des jeunes et des parents,
› des actions de prévention auprès de groupes de jeunes mises en place,
› l'élaboration de nouvelles modalités d'actions en lien avec les partenaires.

fréquentation en nombre de personnes



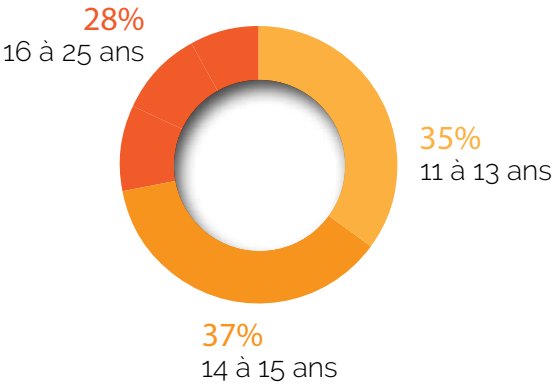
458 personnes accompagnées par le réseau :
336 jeunes dont 309 en prise en compte individuelle
37 en actions de prévention collective
122 familles en entretien avec les psychologues

répartition des entretiens par types de publics



907 entretiens réalisés :
700 entretiens avec des jeunes
149 entretiens avec des jeunes et leurs parents
58 entretiens avec les parents seuls

répartition par classes d'âge



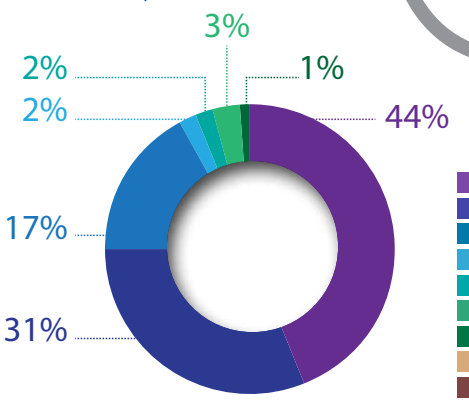
répartition par genre

› Une demande parentale forte

Les parents représentent 28% de la population accompagnée. La prise en charge des jeunes est ainsi réalisée dans un cadre global en prenant en compte la dimension parentale et éducative.

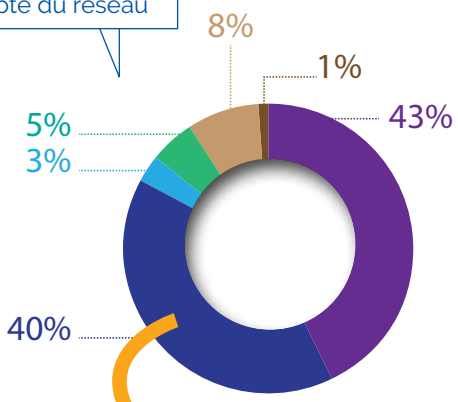
De la problématique exprimée à l' identification de la problématique

problématique des jeunes adressés au réseau



Mal être, demande d'écoute
Problématiques familiales
Problématiques scolaires
Problématiques éducatives
Problématiques sociales
Troubles du comportement
Troubles somatiques
Troubles psychopathologiques
Addictions

identification de la problématique suite à la prise en compte du réseau

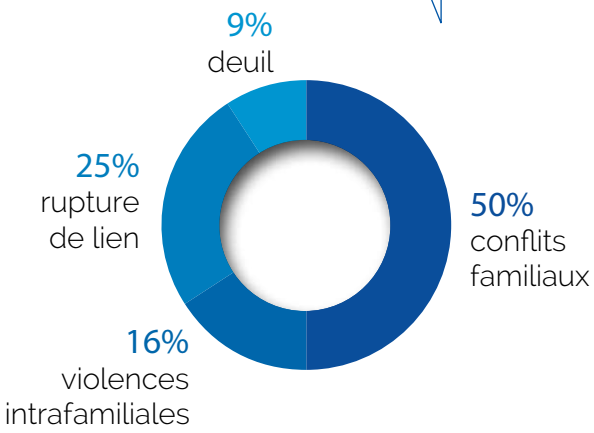


Lorsqu'un jeune est adressé au réseau, sa situation fait état d'un objet : « une problématique ». A la suite des entretiens réalisés, le psychologue clinicien(ne) identifie la situation vécue et perçue afin de favoriser l'orientation vers le secteur adapté. Une « cause majeure » est ainsi distinguée.

La caractérisation de la problématique en amont de la rencontre avec le réseau est souvent en lien avec des effets. Les psychologues cliniciens du réseau cherchent à en identifier les origines. Cette démarche de diagnostic a pour effet de réaliser un repérage de problématiques, de troubles, de difficultés, de besoins chez le public rencontré.

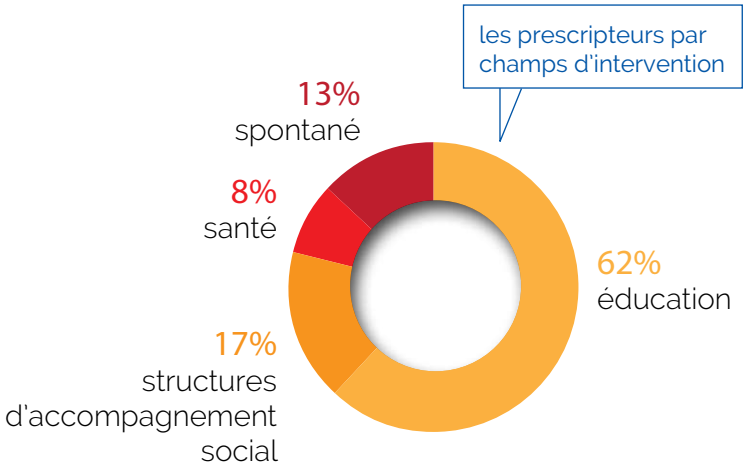
Le réseau a permis l'identification de jeunes présentant des troubles psychopathologiques n'étant pas encore diagnostiqués. Ces jeunes sont alors orientés vers des professionnels du soin pour une prise en charge.

zoom sur les typologies des problématiques familiales



Un véritable réseau de proximité en lien avec les acteurs du territoire

les prescripteurs par champs d'intervention



87% des jeunes pris en charge par le réseau sont orientés par des partenaires du territoire, 13% viennent spontanément.

En 2015 dans le Libournais, près de 121 professionnels et acteurs institutionnels de l'éducation, du social, de l'emploi, de la santé et de la prévention de la délinquance ont orienté des jeunes en souffrance psychique ou mis en place un travail partenarial avec le réseau.

Les situations rencontrées
par les professionnels

Ces quelques récits révèlent les problématiques vécues par les jeunes et illustrent la prise en compte proposée par les professionnels du Réseau ainsi que le travail partenarial qui en découle. Il ne s'agit que de quelques exemples qui ne transcrivent pas la grande diversité des situations et des partenaires associés.

Eric, 25 ans

Eric est orienté par la **Mission locale** qui l'accompagne depuis plusieurs années. Après une longue démarche, il accepte de me rencontrer dans le bureau de sa conseillère Mission locale, en sa présence.

Éric accepte ensuite de me rencontrer seul.

Éric présente un comportement très « rigide » avec des difficultés d'élocution évidentes. Lors de cet entretien est évoqué le **stress important** qui envahit Éric quand il doit passer un entretien, stress qui accentue d'autant ses difficultés.

Éric, très volontaire, met ses difficultés de côté et veut trouver une insertion professionnelle coûte que coûte.

En concertation avec la conseillère Mission locale, Éric est positionné sur un chantier d'insertion : l'idée est que le chantier d'insertion pourrait jouer un rôle de « révélateur » et les entretiens, en parallèle, serviront à travailler sur ce qui pourrait être mis au jour.

Éric « décroche » des entretiens presqu'aussitôt après avoir commencé son travail sur le chantier.

Un point de situation avec la conseillère Mission locale : une démarche de reconnaissance « Travailleur Handicapé » serait envisagée par les professionnels du chantier d'insertion.

La mise en place d'une réunion invitant **l'ensemble des professionnels** œuvrant auprès d'Éric permet à chacun d'avoir une vision plus complète de la situation d'Éric.

Un nouvel entretien, organisé entre la responsable du chantier, Éric et moi-même, lui permettra d'entendre que ses difficultés doivent être abordées et travaillées avant que ne soit engagée une démarche auprès de la MDPH.

Une reprise des entretiens peut alors se faire, en vue d'une mise en relation avec d'autres professionnels du soin.

Laura, 12 ans

Laura m'est adressée par **le collège pour des problèmes de comportements importants**. Avec 2 amies, elles forment un trio infernal dans le collège au point que celui-ci leur a interdit de se regrouper pendant les récréations.

En entretien, Laura reconnait à peine son comportement et exprime rapidement le fait de ne plus vouloir venir en consultation.

Je propose alors de la rencontrer avec son **père adoptif**, dans une permanence en dehors du collège.

Mr P est le père de la demi-sœur de Laura et a reconnu Laura quand elle était petite. Il est séparé de la mère des enfants depuis 7 ans et a obtenu la garde de ses filles il y a seulement 2 ans, après des démarches multiples.

Ce 1er entretien père-fille montre d'emblée la nécessité de poursuivre un travail familial. Accepté avec soulagement par le père, Laura donne son accord du bout des lèvres.

Les quelques entretiens qui suivront permettront à Laura d'exprimer en partie ce qu'elle a vécu pendant 5 ans auprès d'une mère qui souffre d'une psychose maniaco-dépressive, non stabilisée à l'époque. En dehors des situations de danger qu'elle a vécues, nous pourrons aborder **la colère de Laura** contre ce père qui n'a pas, à ses yeux, suffisamment protégé ses filles. Mettre des mots sur cette colère permettra à Laura de moins parler avec son corps. Mr P pourra expliquer à Laura sa lutte pendant plusieurs années pour récupérer la garde de ses filles, en même temps qu'il prendra la mesure de ce que sa fille a pu traverser.

Laura est passée en 5ème, elle ne pose plus de difficultés particulières au collège. Elle a souhaité arrêter de venir aux entretiens, disant que c'était aujourd'hui le désir de son père mais plus le sien.

Sans Laura, c'est Mr P qui poursuit les consultations, afin de continuer d'être soutenu dans son rôle de père…

Marine, 24 ans

Marine a fait une formation de secrétaire mais n'a pas trouvé de travail à la fin de ses études.

Elle trouve du travail dans un supermarché et prend un appartement avec son petit ami.

Marine se donne beaucoup dans cet emploi et trouve une fierté à réussir ce qu'on lui demande.

Petit à petit, le responsable du magasin met une **pression à Marine qui finit par prendre des proportions qu'elle n'arrive plus à supporter**.

Elle tient le coup le temps qu'elle peut et, sentant qu'elle va s'effondrer, décide de démissionner.

C'est quelques mois après que je rencontre Marine. Elle m'est adressée par la Mission locale.

Quand je la reçois, elle m'explique qu'elle n'arrive pas à retrouver du travail et qu'elle n'arrive même plus à envisager de se présenter à un employeur. **Elle est sûre de ne pas être à la hauteur.**

Elle pense qu'elle aurait dû rester dans son ancien travail et qu'elle aurait dû trouver la force nécessaire pour continuer à y travailler. Elle se sent une charge pour son petit ami qui trouve des missions d'intérim.

Elle dort mal, s'énerve pour un rien, pleure très facilement et se culpabilise beaucoup. Le fait qu'elle n'arrive plus à se présenter à un employeur pour chercher du travail la culpabilise encore davantage et renforce la mauvaise image que Marine a d'elle-même.

Accepter d'aller mal et de prendre soin de soi, c'est le premier travail que nous effectuerons ensemble. Marine acceptera cette idée d'être aidée, y compris par son médecin traitant qui mettra en place un léger traitement de soutien.

Les entretiens permettront d'aborder bien plus que ce qui a conduit Marine vers une consultation.

Après 5 mois, Marine cessera de venir aux entretiens, les horaires du travail qu'elle a retrouvé ne le lui permettent plus...

Marie

Marie, en classe de 4e, est adressée au Réseau par l'**assistante sociale du collège**. Dès le premier rendez-vous, elle vient déposer un mal être important caractérisé par des **scarifications et plusieurs tentatives de suicide**.

Très rapidement, elle évoque également des **relations conflictuelles anciennes avec son père** et une rupture de communication plus récente avec sa mère.

Orientée vers le **service Elisa du Centre hospitalier de Libourne**, son mal être diminue rapidement lui permettant de s'inscrire dans une démarche active pour prendre soin d'elle.

Anna, 12 ans

Anna nous est adressée par les animateurs d'un **Point Jeunes** où nous tenons une permanence. La jeune fille réitère auprès de nous ses confidences : son père aurait, depuis de très longues années, une **consommation massive et quotidienne de cannabis**, ce qui le rendrait agressif verbalement, très rarement physiquement. Elle décrit de fréquentes et violentes disputes entre son père et sa belle-mère. Pris au pied de la lettre, ses propos inquiètent. Elle n'a de cesse, nous dit-elle, d'interpeler nombre d'adultes depuis plusieurs années : les deux écoles qu'elle a fréquentées, mais elle aurait été **qualifiée de « menteuse »** par sa mère, et que pourrait-elle bien faire pour modifier le comportement de son père ?

Nous décidons, dans un premier temps, de rencontrer sa mère. Celle-ci nous confirme qu'Anna ne cesse de lui faire part de la consommation de cannabis de son père. Elle a bien tenté de le raisonner, mais rien n'y fait. Comme sa fille, elle décrit son ancien compagnon comme un homme inconséquent, que nous aurions tort de rencontrer, il niera.

Nous décidons de rencontrer les deux parents d'Anna ensemble.

Dès notre prise de contact téléphonique, le père de la jeune fille nous donne le sentiment (sans que nous n'en tirions aucune conclusion) d'être un homme conséquent et très concerné.

Quelques jours avant cette rencontre, nous croisons Anna au Point Jeunes. Elle nous interpelle : « Papa a dit des sottises. J'ai dit au collège ce qui se passait. Il a été convoqué. Il a dit que c'était pas vrai ».

Contact pris avec le collège, le père d'Anna n'a pas été convoqué. Il a lui-même demandé audience, sa fille lui ayant confié qu'elle se ferait fréquemment importuner par d'autres élèves. Il n'a pu cacher, nous dit-on, une profonde émotion lorsque les propos de sa fille lui sont rapportés : il ne se soucie pas d'elle, passant son temps à consommer du cannabis, elle se sent abandonnée.

La rencontre avec les parents d'Anna n'a pas pour objectif de révéler la vérité factuelle. Nous n'en avons ni la mission, ni les moyens. Elle vise à **sensibiliser ce couple parental aux difficultés psychiques de leur fille** qui n'a de cesse d'interpeler, de se dire en danger, qui travestit parfois la réalité (son père se présente au collège parce qu'il est soucieux de ce qui lui arrive, elle rapporte qu'il a été convoqué parce qu'il la mettrait en danger).

C'est, chose rare, avec l'assentiment des parents d'Anna, que nous pourrons rédiger une information préoccupante, au sens propre du terme : nous informons les services du Conseil Départemental (en mesure d'évaluer au plus près la situation) que nous sommes préoccupés par la situation et l'état psychique d'Anna.

Les actions spécifiques en 2015

Des actions en secteur rural et sur les zones les plus fragilisées

Le réseau santé social jeunes s'est construit, à travers la volonté des acteurs locaux, pour renforcer l'offre d'accompagnement des jeunes. Aujourd'hui, la réponse du réseau s'inscrit dans une dynamique d'articulation avec les acteurs des champs du social, de l'éducatif, du socio-éducatif, de la justice et du sanitaire.

Le Réseau s'inscrit au carrefour des enjeux de politiques publiques.
Le projet global est orienté vers la prévention, le repérage et l'orientation :

- Prévention en santé mentale
- Dépistage précoce des troubles
- Repérage des souffrances psychiques des jeunes
- Accompagnement des problématiques de l'adolescence
- Accompagnement parental et éducatif
- Prévention de la délinquance
- Lutte contre la déscolarisation
- Aide à l'insertion professionnelle

ZSP et Politique de la Ville : renforcer nos actions sur les territoires prioritaires

La présence des psychologues du réseau sur la Zone de Sécurité Prioritaire et les quartiers Politique de la Ville a constitué une part importante de l'activité du réseau.

Près de 3 mi-temps de psychologues sur les 4 psychologues à mi-temps du réseau ont été affectés aux territoires prioritaires :

- un mi-temps sur Castillon-La Bataille (ZSP)
- un mi-temps sur Sainte-Foy-La-Grande (ZSP et Politique de la Ville)
- 80% d'un mi-temps sur le quartier du centre de Coutras (Politique de la Ville).

L'animation et la coordination ont été renforcées sur ces territoires dans le cadre des partenariats en lien avec la ZSP et la Politique de la Ville (CCOP, CISPD, ateliers Politique de la Ville...).

Plus de la moitié des jeunes accompagnés par le réseau (54%) sont pris en charge dans les permanences des territoires prioritaires.

Dans le cadre du contrat de ville de Coutras, le Réseau Santé Social Jeunes du Libournais a organisé un temps d'information et d'échange à l'attention de parents d'adolescents résidant sur le quartier prioritaire politique de la ville. Cet atelier parentalité s'est intitulé « Être parent d'ados ». Après une phase d'introduction par les psychologues sur l'adolescence et la parentalité, le travail a consisté à favoriser les échanges pour verbaliser des situations, partager des expériences et permettre un dialogue.

Bilan de l'action «Etre parent d'ados» :

6 participants (4 mères, 1 beau-père, 1 grand-mère).
Les jeunes concernés sont âgés de 11 à 22 ans.
Sujets abordés : les relations parents-enfants, le choix du métier et du désir, les limites, l'autorité.
Chaque participant souhaite le renouvellement de l'atelier.

Construire un partenariat autour des parcours d'insertion professionnelle

Dans le cadre d'un partenariat avec la Mission Locale et Socrate Conseil, le psychologue clinicien du Réseau a rencontré des groupes de jeunes en situation de parcours d'insertion renforcé. La démarche a consisté à la fois à favoriser la prise de distance avec la situation vécue par chacun dans son parcours et à identifier le réseau comme une ressource sur le territoire.
En pratique, à partir de thématiques définies, la présentation de situations vécues par des jeunes permet de proposer au groupe de réfléchir et d'intervenir sur:
- se sentir bien pour construire son parcours d'insertion,
- la pratique intensive des jeux vidéo,
- la confiance en soi,
- la difficulté à partir de chez ses parents / la rupture familiale.

La mise à disposition d'un bureau au sein des locaux de l'association de Libournais Equipe Prévention Insertion (LEPI) a permis de renforcer la démarche de partenariat autour du parcours individuel et notamment la rencontre des jeunes de 18 à 25 ans sur le secteur de Coutras.

Bilan de l'action :

Elaboration et réalisation de 2 rencontres au sein du dispositif Garantie Jeunes mis en place par la Mission Locale, soit 27 jeunes.
Un travail élaboré avec l'équipe de Socrate Conseil pour de futures interventions sur des groupes de Libourne et de Sainte Foy la Grande.

Les actions santé : ELISA, CAP Lib, mise à disposition

Le réseau poursuit sa collaboration étroite avec le centre d'aide psychologique CAP Lib et avec le service de pédopsychiatrie Equipe Libournaise d'Intervention et de Soins auprès des Adolescents (ELISA) du Centre Hospitalier de Libourne.
Des rencontres inter-structures permettent de développer ce partenariat. Une articulation a été trouvée entre le Réseau et ELISA.
Le Réseau et ELISA offrent ensemble une combinaison avec des singularités d'action au dessein commun : « aller à la rencontre des jeunes et de leurs souffrances ».
Il y a une volonté commune d'engagement afin d'agir en collaboration pour une prise en charge coordonnée des adolescents. Cette démarche renforce le maillage partenarial du territoire.

Bilan 2015 :

15 orientations en Centre Médico Psychologique (CMP)

3 orientations en Centre Médico Psycho-Pédagogique (CMPP)

13 orientations vers l'Equipe Libournaise d'Intervention et de Soins aux Adolescents (ELISA)

4 orientations vers le service de CAP Lib

Depuis le début de l'année 2015, un second mi-temps de psychologue est mis à disposition du Réseau par le Centre Hospitalier de Libourne, avec un financement assuré par l'Agence Régionale de Santé. Ce poste a permis notamment de développer l'action de l'association sur le secteur de Sainte-Foy-la-Grande.

Les actions politique jeunesse : GDPEJ, Livre blanc et Charte jeunesse du Département

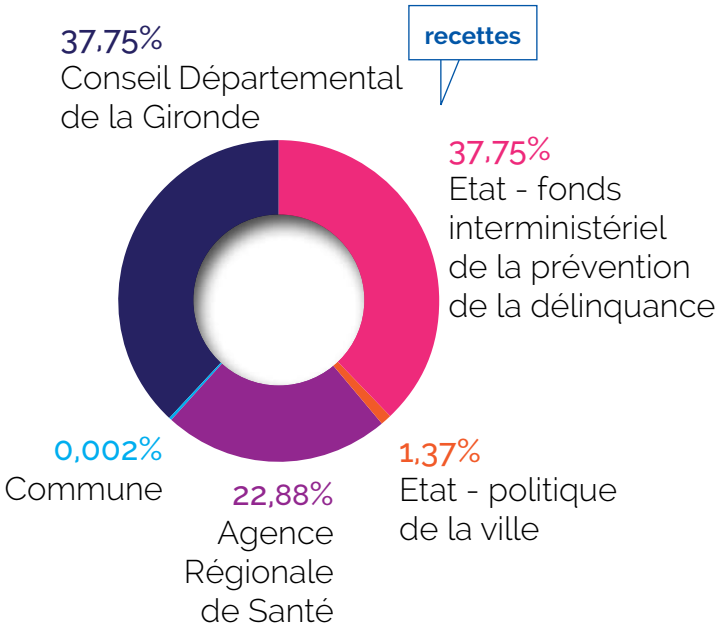
L'association participe à l'ensemble des démarches territoriales mises en œuvre par les acteurs sur le secteur.
Ainsi, en 2015, l'association a pu s'investir et s'inscrire :
- aux rencontres partenariales pour la rédaction du manifeste de la jeunesse du Département,
- aux réunions concernant la création du Livre blanc du Département,
- au Groupe Départemental Prévention Ecoute Jeunes qui réunit l'ensemble des PAEJ et réseaux du département. Dans ce cadre, l'association participe aux objectifs de mise à plat et de réflexions communes en cours.

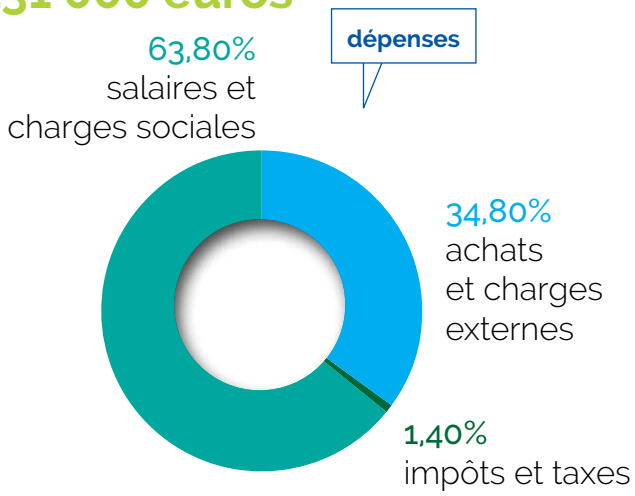
Les actions prévention de la délinquance : CISPD, CCOP

Dans le cadre des dispositifs en cours sur les secteurs, le réseau a participé en 2015 à différents projets :
- la Cellule de Coordination Opérationnelle du Partenariat de la Zone de Sécurité Prioritaire du Libournais,
- les Conseils Intercommunaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de la Communauté d'Agglomération du Libournais, de la Communauté de Communes de Castillon-Pujols, de la Communauté de Communes du Pays Foyen,
- la démarche thématique en lien avec le Contrat de ville sur les communes de Coutras et de Sainte-Foy-la-Grande.

L'association en quelques points

Budget 2015 : 131 000 euros





En 2015, le Réseau a pu obtenir dans le cadre du contrat de ville à Coutras une subvention au titre de la politique de la ville pour la mise en œuvre d'un atelier parent à destination des habitants du quartier prioritaire.

Deux mi-temps de psychologues

sont mis à disposition du Réseau par le Centre hospitalier de Libourne (postes financés par l'Agence Régionale de Santé hors budget de l'association).

Les liens avec les priorités des politiques publiques en 2015

Les politiques départementales de la jeunesse et de l'enfance

Le réseau rejoint directement des objectifs forts de la politique jeunesse du Département de la Gironde : permettre l'accès de tous à l'éducation, à l'emploi, à la santé, à la culture, aux sports, aux loisirs, mettre en œuvre les actions visant l'implication du jeune tout au long de son parcours éducatif, prévenir et réduire les risques sanitaires, sociaux et environnementaux, agir sur les leviers de l'autonomie. Le réseau s'inscrit également dans le Schéma Départemental de Prévention et de Protection de l'Enfance 2012-2016 du Département de la Gironde.

Le Plan Régional de Santé d'Aquitaine

Le réseau s'inscrit dans le cadre des priorités du Plan Régional de Santé (PRS) Aquitaine 2012-2016 de l'Agence Régionale de Santé. Le réseau contribue également aux priorités d'autres plans régionaux et nationaux et aux orientations locales du Centre Hospitalier de Libourne portées par le Schéma Régional de Prévention (SRP) Aquitaine, le Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins des plus démunis (PRAPS), le Schéma Régional d'Organisation des Soins (SROS), la Stratégie Nationale de Santé (SNS), le Plan national psychiatrie et santé mentale, le projet médical du CH de Libourne, le CPOM entre le CH de Libourne et l'ARS.

Le Plan Départemental de Prévention de la Délinquance

Le réseau s'inscrit directement dans 2 des 3 priorités de la Stratégie Nationale de Prévention de la Délinquance 2013-2017, déclinée dans le Plan Départemental de Prévention de la Délinquance mis en place par le préfet :
- Priorité 1 : le programme à l'intention des jeunes exposés à la délinquance,
- Priorité 2 : le programme d'actions pour améliorer la prévention des violences faites aux femmes, des violences intrafamiliales et l'aides aux victimes.

> Nos objectifs : prévention, insertion, accompagnement social

Le réseau a pour objectifs de :

- prévenir la dégradation de l'état psychique des jeunes en souffrance psychosociale et isolés en milieu rural,
- faciliter l'accès aux soins,
- soutenir les démarches d'accompagnement social et d'insertion des jeunes.

Ces objectifs s'articulent autour d'un projet global de prévention et de partenariat. Le réseau n'a pas pour objectif la prise en charge des problématiques sanitaires ou sociales, ni la mise en place d'accompagnement dans la durée. L'action du réseau se situe en amont. Elle porte sur la prévention, le repérage et l'orientation vers des structures de prise en charge. Le rôle de prévention du réseau est d'éviter qu'une situation de crise ne perdure et ne laisse s'installer une problématique plus profonde.

> L'équipe et le CA

Une équipe pluridisciplinaire :

EMPIO Stéphane, psychologue clinicien
GUILLEN Stéphanie, psychologue clinicienne
TROTTA Antonella, psychologue clinicienne (arrivée en 2016)
BORIE Camille, psychologue clinicienne (arrivée en 2016)
COCHET Adeline, coordinatrice de l'association
DUCOS Nadège, psychologue clinicienne (départ en 2016)
MAZZONETTO Isabelle, psychologue clinicienne (départ en 2016)

Les membres du bureau et du conseil d'administration :

SALÈS Frédéric, président de l'association, psychiatre à CAP-Lib au CH de Libourne

BARBE Denis, trésorier de l'association, directeur de la Mission Locale du Libournais

JOUANNO Jean, secrétaire de l'association, élu de St Pey de Castet

GACHET Marie-Anne, membre du Bureau, directrice du CIO

RENAUD Natacha, membre du Bureau, responsable financière de la MIssion Locale du Libournais

DE CHALUP Hugues, membres du Bureau, élu de St Germain du Puch

PEYREFFITTE Anne-Marie, membre du conseil d'administration, adjointe au maire de Galgon

DARASSE Claire, membre du conseil d'administration, directrice HAJPL

QUEINNEC Jacques, membre du conseil d'administration, président de l'association les Cygnes de vie

SALETTE Marie Emilie, membre du conseil d'administration, maire de Pujols

Nouveaux membres en 2016 :

BELAÏD Abderrahim, membre du conseil d'administration, psychiatre au Centre hospitalier de Libourne

HÉBRANT Frédéric, membre du conseil d'administration, chef de service de LEPI

REBES Yoline, membre du conseil d'administration, CFAA de Libourne Montagne

Perspectives 2016

> En lien avec le secteur d'intervention

- Développer l'activité du réseau sur la Zone de Sécurité Prioritaire
- Renforcer la démarche d'intervention sur les communes de Sainte-Foy-la-Grande et de Coutras placées en Politique de la Ville en lien avec les partenaires présents
- Poursuivre l'inscription du réseau dans le maillage local par sa participation aux projets territoriaux

> En lien avec les actions du Réseau

- Diversifier les modalités d'action du réseau autour des permanences
- Développer des actions collectives à l'attention des jeunes et de l'entourage familiale
- Élaborer une proposition d'intervention à l'attention des professionnels agissant vers la jeunesse

> En lien avec le partenariat vers le soin, vers l'éducation formelle et non formelle

- Poursuivre le partenariat entrepris avec le Centre Hospitalier, notamment avec l'Equipe Libournaise d'Intervention et de Soins aux Adolescents (ELISA), le service de CAP Lib
- Structurer le travail de partenariat avec l'Éducation Nationale
- Construire un travail de partenariat avec la Maison Départementale des Adolescents
- Élaborer des propositions d'interventions au sein des lycées

> En lien avec l'association

- Promouvoir l'action du Réseau sur le territoire par une communication renforcée
- Développer les outils d'analyse de l'association
- Structurer la vie associative

Septembre 2016 - Photos © fotolia

Otempora ..... www.otempora.com

Réseau
santé social jeunes du libournais

Siège social de l'association :
2 rue Beillon - 33500 Libourne
06 73 90 05 69

www.rssj-libournais.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
GRAND Libournais Pôle Territorial
Gironde LE DÉPARTEMENT gironde.fr
ars Agence Régionale de Santé Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes
Centre Hospitalier Libourne